



“La gauche se contente trop souvent de dénoncer les problèmes, sans fournir aucune solutions créatives”

interview avec Jean-Michel Lafleur par Alain Bloëdt

Jean-Michel Lafleur est actuellement chercheur qualifié du Fonds de la Recherche Scientifique (FRS-FNRS) et directeur adjoint du Centre d'Etudes de l'Ethnicité et des Migrations (CEDEM). Titulaire d'un doctorat en Sciences politiques et sociales de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et de l'ULg obtenu avec une thèse sur le transnationalisme politique et l'Etat. Son livre est en téléchargement gratuit sur www.news.uliege.be/21questions

Préférant parler d'une crise politique, ou d'une crise de l'accueil plutôt que d'une crise migratoire, Jean-Michel Lafleur explique, au cours de cette interview combien les partis nationalistes ont phagocyté le débat sur la migration face à une gauche trop atone.

The Progressive Post: *La question migratoire est débattue de manière différente d'un pays à l'autre. Qu'en est-il en Belgique ?*

Jean-Michel Lafleur: En Belgique, la particularité, c'est que nous sommes un État fédéral, avec des régions qui sont en charge de l'intégration des immigrés. Il y a donc toujours cette tension entre l'accès au territoire, qui se décide au niveau fédéral, et les politiques d'intégration, qui sont définies au niveau régional. Une exception majeure cependant : l'accès à la nationalité qui reste, évidemment, de compétence fédérale.

PP: *Comment évolue le débat sur la migration ?*

J-M L: On remarque une évolution sensible depuis la dernière élection fédérale de 2014 et l'intégration pour la première fois au gouvernement, d'un parti nationaliste de droite, la N-VA. Ce n'est pas une surprise car, avant d'accéder au pouvoir au niveau fédéral, ce parti tenait déjà un discours assez dur sur les questions migratoires et l'intégration. Théo Francken, l'actuel Secrétaire d'État à l'Asile et aux Migrations, est une personne qui, lorsqu'il était député, a toujours suivi ce dossier au Parlement fédéral, en affichant des positions toujours assez dures, notamment en termes de regroupement familial ou d'accès à la nationalité, qui resserraient les possibilités, déjà étroites, d'accéder au territoire belge. Dans la mesure où ce parti a accédé au pouvoir fédéral en 2014, en coalition avec un parti francophone minoritaire, le Mouvement réformateur (MR) centre-droit, sa patte marque directement la politique migratoire belge, avec toute une série



| On peut défendre une politique migratoire restrictive, mais il faut au moins employer des arguments convaincants. Or, je n'en ai jamais entendus.

de réformes mises en œuvre : procédure d'asile, regroupement familial, accès des migrants au territoire pour faire des études, etc. On assiste à une fermeture de toutes ces portes qui étaient semi-ouvertes.

PP: *Quel discours accompagne ces décisions politiques ?*

J-M L: Ce sont des discours assez stigmatisant qui remettent en cause la valeur ajoutée de la migration, ses motifs... La migration serait ainsi prétendument motivée par l'obtention d'aides sociales, par exemple. Le discours vise à décrire la migration comme une charge pour la société, alors que bien entendu, la réalité est bien plus complexe, comme l'ont montré de nombreux travaux.

PP: *Comment réagissent les partis d'opposition ?*

J-M L: On a pu observer des réactions d'indignation à la gauche de l'échiquier politique face à des propos essentiellement provocants du Secrétaire d'Etat, mais elles ont rarement été accompagnées de

contre-propositions et de solutions. On en est souvent resté au niveau de la dénonciation, sans apporter de propositions.

PP: *Comme l'expliquez-vous ?*

J-M L: La première raison, c'est que le dossier est complexe : que faire des demandeurs d'asile ? Combien en accueillir ? Il est souvent difficile d'aller plus loin que l'indignation, même si ce n'est pas impossible. Une autre raison tient au fait qu'en Belgique, sous l'ancienne législature, quand le PS était au pouvoir, la politique migratoire n'était pas non plus exemplaire. Prenons la loi sur la nationalité. Elle a été modifiée sous la précédente législature et a rendu l'accès à la nationalité belge nettement plus difficile qu'auparavant. Ce n'est pas une conséquence directe de la participation des Socio-démocrates, puisque eux-mêmes avaient été à la base, quelques années plus tôt, d'un assouplissement. Mais cette réforme a été décidée durant le temps où ils gouvernaient. Plus généralement, la Belgique étant un pays au gouvernement de coalition, les Socio-démocrates se sont retrouvés fortement poussés vers la droite.

PP: *Un réseau de communes hospitalières s'est mis en place, les citoyens et la société civile sont également fort impliqués dans l'accueil des réfugiés. N'est-ce pas une opportunité pour la Gauche ?*

J-M L: Je pense que les partis Socio-démocrates sont conscients que leur électorat est très inquiet par rapport à la question migratoire. Tous les jours, on se voit bombarder d'images de bateaux qui arrivent et qui donnent l'impression d'une invasion. Mais en Belgique francophone, la situation macro-économique n'est pas idéale. L'électorat que je qualifierais d'historiquement ouvrier est le plus durement touché et le plus préoccupé d'une potentielle concurrence entre travailleurs migrants et travailleurs natifs. Inversement, les travailleurs de classe moyenne, plus qualifiés, ressentent moins cette inquiétude. Peut-être sont-ils plus en mesure de percevoir les bénéfices de la migration.

#Migration Un nouveau consensus sur la migration pour transcender les clivages partisans

@LafleurJeanM



PP: *Qu'entendez-vous ?*

J-M L: Ceux, par exemple, qui ont les moyens de s'offrir du travail domestique par le biais des titres de service sont bien conscients que sans la main-d'œuvre étrangère, ils ne pourront pas conserver leur confort quotidien. Cette question ne se pose pas pour les personnes qui se trouvent dans des strates socio-économiques beaucoup plus basses, qui ne font jamais appel à ces services, mais qui sont actifs dans des secteurs comme la construction, où la migration peut effectivement entraîner une concurrence. Même si la concurrence n'a pas son origine dans la migration, elle est perçue comme telle. L'électorat historiquement de centre-gauche a l'impression que ses opportunités se réduisent

PP: *Selon vous, les partis nationalistes ont pris un ascendant décisif ?*

J-M L: J'observe une certaine frilosité à gauche de l'échiquier et je pense que ces partis partagent la conviction qu'ils ne gagneront pas d'électeurs en s'exprimant sur cette question. Au final, ils préfèrent donc s'exprimer sur d'autres enjeux, qui sont peut-être plus importants pour leur électeur, ou, tout du moins, qui vont porter plus loin que le discours migratoire, où des préjugés sont nettement installés.

PP: *Selon vous, combien de temps cette situation va-t-elle perdurer ?*

J-M L: Quand je vois les évolutions récentes et rapides des discours et des politiques publiques, je me dis que ça peut durer encore un certain temps, et surtout se dégrader très rapidement. Lorsqu'on entend les déclarations de Matteo Salvini sur le fichage des citoyens d'origine rom, de Théo Francken sur l'enfermement des familles

ou sur les bateaux de migrants qu'il faut laisser couler, je me dis qu'il y a une déshumanisation de la question migratoire.

PP: *Vous pensez qu'elle pourrait même empirer ?*

J-M L: Jusqu'à présent, elle se traduisait uniquement en discours visant à flatter un électeur inquiet et plutôt de droite. Mais aujourd'hui, vu la prise de pouvoir de ces partis en Autriche, en Belgique, en Italie, et peut-être bientôt au Parlement européen, je me dis qu'on n'est peut-être qu'au début d'un cycle qui pourrait donner lieu à des régressions sévères en termes de droits de l'Homme dans différents Etats membres, et peut-être même au niveau européen.

PP: *C'est une analyse fort pessimiste ?*

J-M L: Oui car la situation ne s'arrête pas là. En effet, l'une des conséquences de cette spirale populiste, dont on parle un peu moins, concerne les personnes qui sont déjà entrées sur le territoire. Les flambées d'attaques racistes ont des conséquences sur des gens qui sont déjà des citoyens européens, d'ascendance africaine, nord-africaine ou peu importe : ils sont sans cesse dans l'obligation de se justifier sur leur présence, leur contribution à l'Etat, etc.

PP: *Fort de vos recherches, n'êtes-vous pas tenté dans le débat ?*

J-M L: Selon moi - et je sais que tout le monde n'est pas d'accord -, le rôle principal du chercheur est de nourrir le débat avec des arguments et des données valides et vérifiées. C'est le but de notre ouvrage de vulgarisation Pourquoi l'immigration? 21 questions que se posent les Belges sur les migrations internationales au XXIe siècle (voir encadré).



Son dernier livre est accessible en ligne gratuitement

PP: *La situation, vous l'avez-vous même rappelée, est pourtant fort préoccupante ?*

J-M L: Il est tout d'abord utile de rappeler que les partis ont, légitimement, des positions à propos de la question migratoire qui divergent, parfois sur des bases scientifiques, parfois sur des arguments idéologiques. Prenons, par exemple, la N-VA. Le parti de Bart De Wever défend une politique migratoire fermée, presque une politique de l'immigration zéro. Jusqu'à un certain point, on peut considérer que cette politique se défend : le N-VA a reçu un mandat démocratique de la part des électeurs flamands pour donner la préférence à une partie d'entre eux. Ça peut paraître discriminatoire, mais il est possible de le faire dans un cadre légal, en disant qu'on souhaite limiter l'immigration pour avoir un pays homogène. Le problème c'est que pour soutenir une telle position, ils utilisent des arguments fallacieux : il est faux de dire qu'on s'en sortira mieux si on met fin à l'arrivée de migrants. Lorsqu'un parti de droite déclare que stopper la migration permettra de maintenir le niveau de vie de la classe moyenne supérieure, c'est faux. Au contraire, si on veut maintenir ce niveau de vie, on a besoin d'immigration. Des arguments fallacieux sont donc utilisés pour soutenir les politiques migratoires restrictives.

PP: *C'est là que vous placez votre ligne rouge ?*

J-M L: On peut défendre une politique migratoire restrictive, mais il faut au moins employer des arguments convaincants. Or, je n'en ai jamais entendus. Ou alors, ce sont des arguments de nature raciste, qui nient les engagements internationaux qu'on a pu

prendre en faveur des droits de l'Homme ou de la Convention de Genève. Adopter cette position, ce serait dénoncer toute une série d'engagements internationaux, et donc accepter de devenir des parias, ou du moins de ne plus pouvoir prononcer un discours d'exemplarité.

“

Le débat n'est pas de savoir si on veut ou non de l'immigration, mais de savoir comment la gérer.

”

PP: *Comment sortir de ce débat dominé par les partis nationalistes ?*

J-M L: Il faut construire un nouveau consensus sur la migration, qui transcende les clivages partisans. Il faut arriver à réunir autour de la table, partis de centre-gauche et de centre-droit pour essayer de trouver une série de points sur lesquels on doit arriver à un minimum de consensus.

PP: *N'est-ce pas utopiste ?*

J-M L: Quand la Hongrie ou la Pologne décident qu'ils ne veulent aucun migrant, le débat européen ne peut pas avoir lieu. Or le débat n'est pas de savoir si on veut ou non de l'immigration, mais de savoir comment la gérer. Je pense que les partis de centre-gauche et de centre-droit, même s'ils rechignent à le déclarer publiquement, ont plus ou moins accepté l'idée que d'un point de vue économique, on a besoin d'une certaine immigration. Alors interrogeons-nous : ne sommes-nous pas tous d'accord sur l'importance d'accorder une protection à des gens qui fuient des pays en guerre ou des persécutions ? Je pense qu'on gagnerait à avoir une espèce de déclaration commune, ou tout au moins une base commune minimale, à partir de laquelle on pourrait poser le débat, et manifester ensuite des désaccords sur les modalités d'action concernant cette politique migratoire et éventuellement d'asile.